

Saleck Ould Sidi Mahmoud.

l'un des chefs de file des islamaistes mauritaniens:

“On reproche essentiellement à mes amis d’avoir réussi à mobiliser une bonne partie de l’opinion autour d’un discours modéré, loin de toute forme de violence mais qui s’oppose fermement aux politiques désastreuses du pouvoir”

Saleck Ould Sidi Mahmoud est l'une des premières figures de l'opposition à Ould Taya depuis la démocratie et l'un des islamistes les plus connus sur la scène politique locale.

Membre du bureau exécutif de l'UFD/EN jusqu'à sa dissolution par le pouvoir, vice-président du RFD qui est né de ses cendres puis porte parole de ce parti, il fut le chef de file des islamistes qui se sont retirés du RFD pour soutenir, plus tard, la candidature de Mohamed Khouna Ould Haïdalla dont il devient directeur adjoint de campagne.

Il occupera le rang de secrétaire national chargé des affaires politiques au sein du bureau du parti de la convergence démocratique (PCD), que le pouvoir a refusé de reconnaître.

Aujourd'hui, il est le porte-parole de son groupe dont trois des principaux chefs (Ould Dedew, Ould Mansour et Ould Mohamed Moussa) sont en prison. Il s'explique.



Le calame: Officiellement, vos amis sont arrêtés pour "diffusion de fausses informations..." sur Internet. Qu'est-ce qu'on leur reproche réellement, selon vous?

Saleck Ould Sidi Mahmoud: Je signale tout d'abord que le discours

officiel est contradictoire à propos de ce sujet. Comment se fait-il que des personnes qui étaient en état d'arrestation – et dont certaines n'avaient même pas leurs passeports – puissent assister à fabriquer des

I'un des chefs de file des ismaïstes mauritaniens:**"Nous ne pouvons pas être tenus responsables des carences avérées et de l'incompétence caractérisée d'une institution bureaucratique qui a failli à sa mission première"**

Suite de la Une

photos d'une personne que les médias officiels qualifient d'étrangère? Est-il concevable, par exemple, que Cheikh Mohamed El Hacène Ould Dedew, éminent érudit, puisse se rabaisser au niveau d'un vulgaire falsificateur de photos? Et si tel était le cas, est-ce qu'il a le savoir-faire et la maîtrise des logiciels informatiques nécessaires pour prêter main forte à des gens à l'étranger qui, logiquement, doivent être plus outillés et mieux informés que lui dans ce domaine technique?

On reproche, en effet, essentiellement à mes amis qu'ils ont réussi à mobiliser une bonne partie de l'opinion autour d'un discours modéré, loin de toute forme de violence mais qui s'oppose fermement aux politiques désastreuses du pouvoir en place, notamment les relations honteuses avec l'ennemi sioniste, le pouvoir personnel, la confiscation des libertés, la mauvaise gestion des deniers public et j'en passe. Le pouvoir ne tolère pas que nos revendications dépassent les critiques relatives au relâchement des mœurs pour exiger des réformes politiques, une justice sociale, une bonne gestion des ressources du pays, la préservation de notre unité nationale. Dans notre compréhension de l'Islam, la dictature est un mal qui conduit à beaucoup d'autres maux: la guerre, la division etc. La mauvaise gestion conduit à la paupérisation de larges couches de notre peuple qui deviennent vulnérables à la maladie et à la débauche, etc.

L'Observatoire, qui a publié les photos et informations incriminées, est jugé "proche" de votre groupe. Qu'en dites-vous?

Nous n'avons pas un instrument de mesure nous permettant de calculer la distance qui nous sépare ou nous rapproche des gens. A notre connaissance, l'OMDH est une organisation indépendante de défense des droits de l'homme, elle n'est affiliée à aucun groupe ou parti politique. D'autre part, l'article 11 qui muselle la presse en Mauritanie ne peut pas être appliqué à des personnes qui ont choisi l'exil pour pouvoir s'exprimer librement. D'autres lois et réglementations relatives à la presse et à l'expression, en vigueur dans leurs pays de résidence, s'appliquent à eux. A moins que l'article 11 soit voté comme résolution de l'ONU... De toutes les façons nous ne pouvons pas être tenus responsables de tout ce qui peut être publié sur Internet à propos de la Mauritanie.

1) Pourquoi le pouvoir implique votre groupe dans les trois dernières tentatives de déstabilisation dont il dit avoir été l'objet?

Le procès relatif aux différentes tentatives de coup d'état est actuelle-

ment en cours. Malgré les efforts engagés de certains cercles du pouvoir de nous impliquer dans ces tentatives, aucun indice si mince qu'il soit, aucune preuve, aucun lien n'a pu être établi entre notre groupe et les accusés lors de l'enquête et de l'instruction du dossier. C'est pourquoi ces cercles se sont trouvés dans l'obligation de créer un faux motif pour emprisonner nos dirigeants et semer ainsi l'amalgame et la confusion.

2) La polémique sur la fin du mois du ramadan et le fait que le pouvoir vous accuse de créer exprès la confusion charge davantage vos amis. Que dites-vous par rapport à cela?

Nous ne pouvons pas être tenus responsables des carences avérées et de l'incompétence caractérisée d'une institution bureaucratique qui a failli à sa mission première, à savoir permettre aux croyants de respecter scrupuleusement les dispositions de la charia relatives au jeûne qui interdisent le jeûne le jour du Id Al Fitr et la rupture de jeûne pendant le mois du Ramadan. Aucun croyant n'accepterait de transgresser cet interdit religieux parce que ladite commission n'a pas daigné faire les investigations qu'il fallait. Tout le monde est unanime pour reconnaître que le croissant lunaire a été observé par plusieurs personnes à Nouakchott et à l'intérieur du pays. Ces "vues" ont été rapportées aux membres de la commission et aux imams des mosquées centrales. Il est notoirement connu que d'éminents savants, dont j'éviterais de citer les noms, ont rompu le jeûne le samedi. Ces ulémas sont malékites et sont très proches du pouvoir. C'est vous dire que cette affaire n'est pas politique...

3) Qu'est-ce qui, selon vous, motive la séparation du dossier de vos amis avec celui des putschistes, alors que pour l'opinion et comme l'a laissé entendre le pouvoir, il y a des liens entre eux?

Je crois avoir déjà répondu à cette question. Les preuves n'existent pas. Il faut reconnaître que la justice et même la police du régime ne nous reprochent rien dans ce dossier. Le pouvoir cherche, malgré cela, à créer l'amalgame et la confusion. A ma connaissance, l'opinion n'est pas dupe à ce sujet. Elle sait bien que nous ne sommes pas des putschistes; tout comme elle n'est pas convaincue des liens entre Med Khouna Ould Haidillah, Ahmed Ould Daddah et Dr Cheikh Ould Horma avec les préve-

4) Si nous revenons un peu en arrière, nous constatons une grande absence de votre groupe de la scène politique depuis la déclaration des résultats de la dernière présidentielle-

le, et ce jusqu'aux arrestations d'octobre dernier. Comment justifiez-vous ce retrait à l'opinion publique?

Depuis les dernières élections présidentielles, nous avons participé activement à la contestation et à la sensibilisation suite à l'arrestation du directoire de notre campagne. Ensuite nous avons participé avec d'autres groupes et personnalités à la création d'un parti politique, le PCD, dont les autorités avaient refusé arbitrairement de recevoir le dossier. Le fait que le pouvoir ne rate jamais une occasion pour emprisonner nos dirigeants, nous créer des obstacles et déchaîner contre nous des campagnes de dénigrement et de répression prouve bien que nous le dérangeons. La répression violente des manifestations pacifiques organisées régulièrement par nos sympathisants devant la Prison Civile, pour protester contre l'emprisonnement et l'humiliation de nos dirigeants, est aussi une preuve de notre capacité de mobilisation et de notre détermination. La police du régime si prompt à répondre par voie de presse aux accusations de répression portée contre elle a ainsi prouvé par voie de faits qu'elle agit toujours comme au temps du régime d'exception. Plusieurs manifestants ont été blessés lors de ces manifestations et la police, au vu et au su de tout le monde, a sévi sans honte et sans mesure. Une femme est actuellement soignée à l'étranger des blessures graves qui risquent fort de conduire à sa paralysie: les photos et les radiographies sont disponibles et sont authentiques...

Nous profitons de cette occasion pour demander la reconnaissance de notre droit d'association et d'expression à travers un parti politique, droit que la constitution nous garantit. La solution de la répression et de la diabolisation ne nous poussera pas à la violence, mais ne fera que renforcer notre détermination à participer activement et pacifiquement à la vie politique de notre pays. Nous rappelons que la dictature et la répression ne conduisent qu'à la violence et au chaos et nous renouvelons l'appel du Cheikh Mohamed El Hacène Ould Dedew - qui est actuellement incarcéré avec les voleurs et les prisonniers de droit commun - à un sursaut national pour dépasser la crise multidimensionnelle (politique, sociale, sécuritaire, économique) que traverse notre cher pays et qui menace l'avenir et l'existence de notre nation. Seuls un compromis et des concessions réciproques de la part du pouvoir et de la part de l'opposition peuvent conjurer cet imminent danger.